



VILLE de RODEZ

**Décision du Maire n° DEC2026/049**

**Objet :** Mise à disposition de locaux - Maison de Quartier « Lucie Aubrac » de Gourgan  
Année 2026

Le Maire de la Ville de Rodez,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 permettant au Maire, par voie de décision et sur délégation du Conseil Municipal, de gérer les affaires courantes de la collectivité,

Vu la délibération N° DEL2020-089 du Conseil Municipal en date du samedi 11 juillet 2020 rectifiée par la délibération N° DEL2020-277 du Conseil Municipal du vendredi 18 décembre 2020 déléguant au Maire la charge de gérer, par voie de décisions, les affaires telles que précisées par les articles du Code Général des Collectivités Territoriales ci-dessus rappelés,

**Décide**

**Article 1 : Objet**

De procéder à la conclusion d'une convention de mise à disposition de locaux dans Maison de Quartier « Lucie Aubrac » de Gourgan avec l'association Shanti Yoga, l'association Sport pour Tous, l'association Gourgan Sport, l'association Tango Ruthène, l'association Cousu d'Amitié, l'association Club l'Ambiance, l'association Ecojardins de la Labardie et l'ASAC.

**Article 2 : Durée et date d'effet**

Les conventions sont conclues pour l'année 2026.

**Article 3 : Prévision budgétaire**

Les recettes seront affectées sur le budget concerné au compte par nature dédié.

**Article 4 : Loyer (indemnité ou redevance)**

Le montant global de cette convention s'élève à la somme de 735€ par an.

**Article 5 : Condition d'exécution**

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision. La présente décision sera transmise en Préfecture et publiée. Ampliation de la présente décision sera transmise à Madame la Préfète de l'Aveyron.

**Article 6 : Recours**

Conformément aux articles R421-1 et R421-5 du Code de Justice Administrative, la présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication, notification et transmission en Préfecture.

**Article 7 : Compte-rendu des décisions du Maire prises par délégation du Conseil Municipal**

Monsieur le Maire rendra compte de la présente décision à la prochaine séance du Conseil Municipal.

Fait à RODEZ, le 13 février 2026

Le Maire certifie exécutoire la présente décision  
Transmise en Préfecture le 13 février 2026  
Publiée le 13 février 2026

Par Délégation du Conseil Municipal  
Le Maire  
Signé : Christian TEYSSERE  
Acte dématérialisé

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX 2026****VILLE DE RODEZ – ASSOCIATION SHANTI YOGA**

Entre :

**La Ville de Rodez** sise place Eugène Raynaldy, 12000 RODEZ représentée par M. Christian TEYSSÉDRE, Maire, agissant en cette qualité, par décision n° DEC2026-049, en date du \_\_\_\_\_ prise dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2020, rectifiée par délibération en date du 18 décembre 2020 conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, ci-après désignée « la Ville », d'une part,

Et,

**L'ASSOCIATION SHANTI YOGA** régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est à la maison de quartier de Gorgan – boulevard de Lattre de Tassigny – 12000 RODEZ, représentée par Mauricette BORIES, en qualité de Présidente, ci-après désigné « le bénéficiaire », d'autre part,

**Il a été convenu ce qui suit, à titre de convention d'occupation précaire et révocable d'un immeuble du domaine public**

**Article 1 - Objet**

La Ville met, à titre précaire et révocable, à la disposition du bénéficiaire qui accepte les locaux : la salle « mille club » de la Maison de Quartier de Gorgan à Rodez les lundis de 16h40 à 17h45, les mardis de 15h00 à 16h00, de 16h30 à 17h45 et de 18h30 à 19h45, les mercredis de 19h00 à 20h15, les jeudis de 16h30 à 17h45 et les vendredis de 9h00 à 10h15, de 10h30 à 11h45, de 14h30 à 15h45 et de 18h00 à 19h00.

Ces locaux sont destinés à un usage de répétitions et activités associatives qui devront être conformes aux activités de l'association telles qu'elles sont définies dans ses statuts. En conséquence, il s'interdit de l'utiliser pour d'autres fins.

Le bénéficiaire déclare connaître les lieux et qu'il n'est pas nécessaire de les décrire plus. Il les accepte en l'état.

En tout état de cause, le bénéficiaire ne peut invoquer un quelconque droit réel, ni la propriété commerciale telle que prévue par le décret du 30 septembre 1953 compte tenu de l'inapplication de ce texte sur des biens appartenant au domaine public.

**Article 2 - Durée et date d'effet**

La présente mise à disposition est consentie pour l'année 2026.

A l'échéance du terme prévu et sans qu'aucune formalité soit nécessaire, la présente convention cessera de plein droit de produire ses effets sauf accord préalable contraire et exprès des deux parties.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment et sans justifier de motif, moyennant un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, le bénéficiaire ne peut en aucun cas invoquer un droit acquis ou une circonstance de nature à réclamer une indemnisation.

**Article 3 – Engagements de la Ville**

La Ville consent à cette mise à disposition moyennant le paiement, par le bénéficiaire, d'une indemnité d'occupation forfaitaire fixée à 150 € pour l'année 2026 pour 5 créneaux hebdomadaires et plus conformément aux tarifs votés par le conseil municipal

**Article 4 – Aide indirecte de la Ville**

L'aide indirecte de la Ville représente 11 509€. Elle couvre notamment les charges en eau, chauffage, électricité et taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

**Article 5 - Obligations du bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à régler une indemnité d'occupation de 150 € annuels

Le bénéficiaire s'engage à prévoir toutes mesures de protection et de sécurité nécessaires à la bonne conservation des locaux.

Le bénéficiaire sera seul responsable des accidents, incidents et dommages de toute nature portant atteinte tant aux locaux mis à disposition qu'à l'intégrité physique de toute personne présente dans les locaux.

Par conséquent, le bénéficiaire s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile du fait de l'utilisation de ce local (dommages causés aux matériels utilisés et aux locaux mis à disposition) et de son activité à l'égard des tiers (dommages causés aux personnes fréquentant les locaux et au public) et les risques locatifs.

Seul le bénéficiaire signataire de la présente convention est habilité à utiliser le lieu mis à sa disposition pour l'objet mentionné à l'article 1. En aucun cas, il ne peut sous-traiter ou céder à un tiers, à titre gratuit ou à titre onéreux, le bénéfice de la présente convention.

Accusé de réception en préfecture  
012-211202023-20260213-DEC2026049-AU  
Reçu le 13/02/2026

**Article 6 : Restitution**

Le bénéficiaire devra restituer lesdits locaux libres de tous encombrants et en bon état de propreté et réparation. Les opérations de nettoyage, et le cas échéant, de réparation, sont à la charge du bénéficiaire. En cas de défaillance de celui-ci, la Ville se réserve le droit de facturer les opérations de remises en état ou de nettoyage.

**Article 7 : Réclamation - Litige**

Le tribunal administratif de Toulouse est seul compétent pour connaître les litiges relatifs à la passation ou à l'exécution de la présente convention.

Au préalable, les parties peuvent recourir à une tierce personne de leur choix pour procéder à un arbitrage ou concilier les prétentions de chacune d'elle.

Fait à RODEZ, en deux exemplaires originaux, le

Pour la ville de Rodez,  
Le Maire,

Pour l'Association Shanti Yoga,  
La Présidente,

Christian TEYSSÉDRE

Mauricette BORIES

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX 2026**  
**VILLE DE RODEZ – ASSOCIATION SPORT POUR TOUS**

Entre :

**La Ville de Rodez** sise place Eugène Raynaldy, 12000 RODEZ représentée par M. Christian TEYSSEDRE, Maire, agissant en cette qualité, par décision n° DEC2026-049, en date du \_\_\_\_\_ prise dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2020, rectifiée par délibération en date du 18 décembre 2020 conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, ci-après désignée « la Ville », d'une part,

Et,

**L'ASSOCIATION SPORT POUR TOUS** régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est à la maison de quartier de Gourgan – boulevard de Lattre de Tassigny – 12000 RODEZ, représentée par Josiane GINESTA, en qualité de Présidente, ci-après désigné « **le bénéficiaire** », d'autre part,

**Il a été convenu ce qui suit, à titre de convention d'occupation précaire et révocable d'un immeuble du domaine public**

**Article 1 - Objet**

La Ville met, à titre précaire et révocable, à la disposition du bénéficiaire qui accepte les locaux : la salle « mille club » de la Maison de Quartier de Gourgan à Rodez les lundis de 18h00 à 19h00, de 19h00 à 20h00 et de 20h15 à 21h45 et les jeudis de 09h00 à 10h00, de 12h15 à 13h15 et de 18h15 à 19h15.

Ces locaux sont destinés à un usage de répétitions et activités associatives qui devront être conformes aux activités de l'association telles qu'elles sont définies dans ses statuts. En conséquence, il s'interdit de l'utiliser pour d'autres fins.

Le bénéficiaire déclare connaître les lieux et qu'il n'est pas nécessaire de les décrire plus. Il les accepte en l'état.

En tout état de cause, le bénéficiaire ne peut invoquer un quelconque droit réel, ni la propriété commerciale telle que prévue par le décret du 30 septembre 1953 compte tenu de l'inapplication de ce texte sur des biens appartenant au domaine public.

**Article 2 - Durée et date d'effet**

La présente mise à disposition est consentie pour l'année 2026.

A l'échéance du terme prévu et sans qu'aucune formalité soit nécessaire, la présente convention cessera de plein droit de produire ses effets sauf accord préalable contraire et exprès des deux parties.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment et sans justifier de motif, moyennant un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, le bénéficiaire ne peut en aucun cas invoquer un droit acquis ou une circonstance de nature à réclamer une indemnisation.

**Article 3 – Engagements de la Ville**

La Ville consent à cette mise à disposition moyennant le paiement, par le bénéficiaire, d'une indemnité d'occupation forfaitaire fixée à 150 € pour l'année 2026 pour 5 créneaux hebdomadaires et plus conformément aux tarifs votés par le conseil municipal

**Article 4 – Aide indirecte de la Ville**

L'aide indirecte de la Ville représente 11 509€. Elle couvre notamment les charges en eau, chauffage, électricité et taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

**Article 5 - Obligations du bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à régler une indemnité d'occupation de 150 € annuels

Le bénéficiaire s'engage à prévoir toutes mesures de protection et de sécurité nécessaires à la bonne conservation des locaux.

Le bénéficiaire sera seul responsable des accidents, incidents et dommages de toute nature portant atteinte tant aux locaux mis à disposition qu'à l'intégrité physique de toute personne présente dans les locaux.

Par conséquent, le bénéficiaire s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile du fait de l'utilisation de ce local (dommages causés aux matériels utilisés et aux locaux mis à disposition) et de son activité à l'égard des tiers (dommages causés aux personnes fréquentant les locaux et au public) et les risques locatifs.

Seul le bénéficiaire signataire de la présente convention est habilité à utiliser le lieu mis à sa disposition pour l'objet mentionné à l'article 1. En aucun cas, il ne peut sous-traiter ou céder à un tiers, à titre gratuit ou à titre onéreux, le bénéfice de la présente convention.

**Article 6 : Restitution**

Le bénéficiaire devra restituer lesdits locaux libres de tous encombrants et en bon état de propreté et réparation. Les opérations de nettoyage, et le cas échéant, de réparation, sont à la charge du bénéficiaire. En cas de défaillance de celui-ci, la Ville se réserve le droit de facturer les opérations de remises en état ou de nettoyage.

**Article 7 : Réclamation - Litige**

Le tribunal administratif de Toulouse est seul compétent pour connaître les litiges relatifs à la passation ou à l'exécution de la présente convention.

Au préalable, les parties peuvent recourir à une tierce personne de leur choix pour procéder à un arbitrage ou concilier les prétentions de chacune d'elle.

Fait à RODEZ, en deux exemplaires originaux, le

Pour la ville de Rodez,  
Le Maire,

Pour l'Association Sport pour Tous,  
La Présidente,

Christian TEYSSÉDRE

Josiane GINESTA

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX 2026**  
**VILLE DE RODEZ – ASSOCIATION GOURGAN SPORT**

Entre :

**La Ville de Rodez** sise place Eugène Raynaldy, 12000 RODEZ représentée par M. Christian TEYSSERE, Maire, agissant en cette qualité, par décision n° DEC2026-049, en date du \_\_\_\_\_ prise dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2020, rectifiée par délibération en date du 18 décembre 2020 conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, ci-après désignée « la Ville », d'une part,

Et,

**L'ASSOCIATION GOURGAN SPORT** régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est à la maison de quartier de Gourgan – boulevard de Lattre de Tassigny – 12000 RODEZ, représentée par Raymond DAR COURT, en qualité de Président, ci-après désigné « **le bénéficiaire** », d'autre part,

**Il a été convenu ce qui suit, à titre de convention d'occupation précaire et révocable d'un immeuble du domaine public**

**Article 1 - Objet**

La Ville met, à titre précaire et révocable, à la disposition du bénéficiaire qui accepte les locaux : la salle « mille club » de la Maison de Quartier de Gourgan à Rodez les lundis de 10h30 à 11h30 et les jeudis de 10h30 à 11h30.

Ces locaux sont destinés à un usage de répétitions et activités associatives qui devront être conformes aux activités de l'association telles qu'elles sont définies dans ses statuts. En conséquence, il s'interdit de l'utiliser pour d'autres fins.

Le bénéficiaire déclare connaître les lieux et qu'il n'est pas nécessaire de les décrire plus. Il les accepte en l'état.

En tout état de cause, le bénéficiaire ne peut invoquer un quelconque droit réel, ni la propriété commerciale telle que prévue par le décret du 30 septembre 1953 compte tenu de l'inapplication de ce texte sur des biens appartenant au domaine public.

**Article 2 - Durée et date d'effet**

La présente mise à disposition est consentie pour l'année 2026.

A l'échéance du terme prévu et sans qu'aucune formalité soit nécessaire, la présente convention cessera de plein droit de produire ses effets sauf accord préalable contraire et exprès des deux parties.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment et sans justifier de motif, moyennant un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, le bénéficiaire ne peut en aucun cas invoquer un droit acquis ou une circonstance de nature à réclamer une indemnisation.

**Article 3 – Engagements de la Ville**

La Ville consent à cette mise à disposition moyennant le paiement, par le bénéficiaire, d'une indemnité d'occupation forfaitaire fixée à 80 € pour l'année 2026 pour 2 créneaux hebdomadaires conformément aux tarifs votés par le conseil municipal

**Article 4 – Aide indirecte de la Ville**

L'aide indirecte de la Ville représente 4 604 €. Elle couvre notamment les charges en eau, chauffage, électricité et taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

**Article 5 - Obligations du bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à régler une indemnité d'occupation de 80 € annuels

Le bénéficiaire s'engage à prévoir toutes mesures de protection et de sécurité nécessaires à la bonne conservation des locaux.

Le bénéficiaire sera seul responsable des accidents, incidents et dommages de toute nature portant atteinte tant aux locaux mis à disposition qu'à l'intégrité physique de toute personne présente dans les locaux.

Par conséquent, le bénéficiaire s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile du fait de l'utilisation de ce local (dommages causés aux matériels utilisés et aux locaux mis à disposition) et de son activité à l'égard des tiers (dommages causés aux personnes fréquentant les locaux et au public) et les risques locatifs.

Seul le bénéficiaire signataire de la présente convention est habilité à utiliser le lieu mis à sa disposition pour l'objet mentionné à l'article 1. En aucun cas, il ne peut sous-traiter ou céder à un tiers, à titre gratuit ou à titre onéreux, le bénéfice de la présente convention.

**Article 6 : Restitution**

Le bénéficiaire devra restituer lesdits locaux libres de tous encombrants et en bon état de propreté et réparation. Les opérations de nettoyage, et le cas échéant, de réparation, sont à la charge du bénéficiaire. En cas de défaillance de celui-ci, la Ville se réserve le droit de facturer les opérations de remises en état ou de nettoyage.

**Article 7 : Réclamation - Litige**

Le tribunal administratif de Toulouse est seul compétent pour connaître les litiges relatifs à la passation ou à l'exécution de la présente convention.

Au préalable, les parties peuvent recourir à une tierce personne de leur choix pour procéder à un arbitrage ou concilier les prétentions de chacune d'elle.

Fait à RODEZ, en deux exemplaires originaux, le

Pour la ville de Rodez,  
Le Maire,

Pour l'Association Retraite Sportive,  
Le Président,

Christian TEYSSÉDRE

Raymond DARCOURT

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX 2026**  
**VILLE DE RODEZ – ASSOCIATION COUSU D'AMITIE**

Entre :

**La Ville de Rodez** sise place Eugène Raynaldy, 12000 RODEZ représentée par M. Christian TEYSSERE, Maire, agissant en cette qualité, par décision n° DEC2026-049, en date du \_\_\_\_\_ prise dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2020, rectifiée par délibération en date du 18 décembre 2020 conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, ci-après désignée « la Ville », d'une part,

Et,

**L'ASSOCIATION COUSU D'AMITIE** régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est à la maison de quartier de Gourgan – boulevard de Lattre de Tassigny – 12000 RODEZ, représentée par Marion OLLIER, en qualité de Présidente, ci-après désignée « le bénéficiaire », d'autre part,

**Il a été convenu ce qui suit, à titre de convention d'occupation précaire et révocable d'un immeuble du domaine public**

**Article 1 - Objet**

La Ville met, à titre précaire et révocable, à la disposition du bénéficiaire qui accepte les locaux : la salle « d'animation » de la Maison de Quartier de Gourgan à Rodez les lundis de 13h30 à 17h00 et de 18h30 à 21h30, les mardis de 13h30 à 16h30, les jeudis de 18h30 à 21h30 et un mardi par mois de 18h00 à 22h00.

Ces locaux sont destinés à un usage de répétitions et activités associatives qui devront être conformes aux activités de l'association telles qu'elles sont définies dans ses statuts. En conséquence, il s'interdit de l'utiliser pour d'autres fins.

Le bénéficiaire déclare connaître les lieux et qu'il n'est pas nécessaire de les décrire plus. Il les accepte en l'état.

En tout état de cause, le bénéficiaire ne peut invoquer un quelconque droit réel, ni la propriété commerciale telle que prévue par le décret du 30 septembre 1953 compte tenu de l'inapplication de ce texte sur des biens appartenant au domaine public.

**Article 2 - Durée et date d'effet**

La présente mise à disposition est consentie pour l'année 2026.

A l'échéance du terme prévu et sans qu'aucune formalité soit nécessaire, la présente convention cessera de plein droit de produire ses effets sauf accord préalable contraire et exprès des deux parties.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment et sans justifier de motif, moyennant un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, le bénéficiaire ne peut en aucun cas invoquer un droit acquis ou une circonstance de nature à réclamer une indemnisation.

**Article 3 – Engagements de la Ville**

La Ville consent à cette mise à disposition moyennant le paiement, par le bénéficiaire, d'une indemnité d'occupation forfaitaire fixée à 175 € pour l'année 2026 pour 5 créneaux hebdomadaires et plus et 1 créneau mensuel conformément aux tarifs votés par le conseil municipal

**Article 4 – Aide indirecte de la Ville**

L'aide indirecte de la Ville représente 12 084 €. Elle couvre notamment les charges en eau, chauffage, électricité et taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

**Article 5 - Obligations du bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à régler une indemnité d'occupation de 175 € annuels

Le bénéficiaire s'engage à prévoir toutes mesures de protection et de sécurité nécessaires à la bonne conservation des locaux.

Le bénéficiaire sera seul responsable des accidents, incidents et dommages de toute nature portant atteinte tant aux locaux mis à disposition qu'à l'intégrité physique de toute personne présente dans les locaux.

Par conséquent, le bénéficiaire s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile du fait de l'utilisation de ce local (dommages causés aux matériels utilisés et aux locaux mis à disposition) et de son activité à l'égard des tiers (dommages causés aux personnes fréquentant les locaux et au public) et les risques locatifs.

Seul le bénéficiaire signataire de la présente convention est habilité à utiliser le lieu mis à sa disposition pour l'objet mentionné à l'article 1. En aucun cas, il ne peut sous-traiter ou céder à un tiers, à titre gratuit ou à titre onéreux, le bénéfice de la présente convention.



**Article 6 : Restitution**

Le bénéficiaire devra restituer lesdits locaux libres de tous encombrants et en bon état de propreté et réparation. Les opérations de nettoyage, et le cas échéant, de réparation, sont à la charge du bénéficiaire. En cas de défaillance de celui-ci, la Ville se réserve le droit de facturer les opérations de remises en état ou de nettoyage.

**Article 7 : Réclamation - Litige**

Le tribunal administratif de Toulouse est seul compétent pour connaître les litiges relatifs à la passation ou à l'exécution de la présente convention.

Au préalable, les parties peuvent recourir à une tierce personne de leur choix pour procéder à un arbitrage ou concilier les prétentions de chacune d'elle.

Fait à RODEZ, en deux exemplaires originaux, le

Pour la ville de Rodez,  
Le Maire,

Pour l'Association Cousu d'Amitié,  
La Présidente,

Christian TEYSSÉDRE

Marion OLLIER

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX 2026  
VILLE DE RODEZ – ASSOCIATION CLUB L'AMBIANCE**

Entre :

**La Ville de Rodez** sise place Eugène Raynaldy, 12000 RODEZ représentée par M. Christian TEYSSERE, Maire, agissant en cette qualité, par décision n° DEC2026-049, en date du \_\_\_\_\_ prise dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2020, rectifiée par délibération en date du 18 décembre 2020 conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, ci-après désignée « la Ville », d'une part,

Et,

**L'ASSOCIATION CLUB L'AMBIANCE** régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est à la maison de quartier de Gourgan – boulevard de Lattre de Tassigny – 12000 RODEZ, représentée par André RAFFANEL, en qualité de Président, ci-après désigné « **le bénéficiaire** », d'autre part,

**Il a été convenu ce qui suit, à titre de convention d'occupation précaire et révocable d'un immeuble du domaine public**

**Article 1 - Objet**

La Ville met, à titre précaire et révocable, à la disposition du bénéficiaire qui accepte les locaux : la salle « du café associatif » de la Maison de Quartier de Gourgan à Rodez les vendredis de 14h00 à 18h00.

Ces locaux sont destinés à un usage de répétitions et activités associatives qui devront être conformes aux activités de l'association telles qu'elles sont définies dans ses statuts. En conséquence, il s'interdit de l'utiliser pour d'autres fins.

Le bénéficiaire déclare connaître les lieux et qu'il n'est pas nécessaire de les décrire plus. Il les accepte en l'état.

En tout état de cause, le bénéficiaire ne peut invoquer un quelconque droit réel, ni la propriété commerciale telle que prévue par le décret du 30 septembre 1953 compte tenu de l'inapplication de ce texte sur des biens appartenant au domaine public.

**Article 2 - Durée et date d'effet**

La présente mise à disposition est consentie pour l'année 2026.

A l'échéance du terme prévu et sans qu'aucune formalité soit nécessaire, la présente convention cessera de plein droit de produire ses effets sauf accord préalable contraire et exprès des deux parties.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment et sans justifier de motif, moyennant un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, le bénéficiaire ne peut en aucun cas invoquer un droit acquis ou une circonstance de nature à réclamer une indemnisation.

**Article 3 – Engagements de la Ville**

La Ville consent à cette mise à disposition moyennant le paiement, par le bénéficiaire, d'une indemnité d'occupation forfaitaire fixée à 50 € pour l'année 2026 pour 1 créneau hebdomadaire conformément aux tarifs votés par le conseil municipal

**Article 4 – Aide indirecte de la Ville**

L'aide indirecte de la Ville représente 2 302 €. Elle couvre notamment les charges en eau, chauffage, électricité et taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

**Article 5 - Obligations du bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à régler une indemnité d'occupation de 50 € annuels

Le bénéficiaire s'engage à prévoir toutes mesures de protection et de sécurité nécessaires à la bonne conservation des locaux.

Le bénéficiaire sera seul responsable des accidents, incidents et dommages de toute nature portant atteinte tant aux locaux mis à disposition qu'à l'intégrité physique de toute personne présente dans les locaux.

Par conséquent, le bénéficiaire s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile du fait de l'utilisation de ce local (dommages causés aux matériels utilisés et aux locaux mis à disposition) et de son activité à l'égard des tiers (dommages causés aux personnes fréquentant les locaux et au public) et les risques locatifs.

Seul le bénéficiaire signataire de la présente convention est habilité à utiliser le lieu mis à sa disposition pour l'objet mentionné à l'article 1. En aucun cas, il ne peut sous-traiter ou céder à un tiers, à titre gratuit ou à titre onéreux, le bénéfice de la présente convention.

**Article 6 : Restitution**

Le bénéficiaire devra restituer lesdits locaux libres de tous encombrants et en bon état de propreté et réparation. Les opérations de nettoyage, et le cas échéant, de réparation, sont à la charge du bénéficiaire. En cas de défaillance de celui-ci, la Ville se réserve le droit de facturer les opérations de remises en état ou de nettoyage.

**Article 7 : Réclamation - Litige**

Le tribunal administratif de Toulouse est seul compétent pour connaître les litiges relatifs à la passation ou à l'exécution de la présente convention.

Au préalable, les parties peuvent recourir à une tierce personne de leur choix pour procéder à un arbitrage ou concilier les prétentions de chacune d'elle.

Fait à RODEZ, en deux exemplaires originaux, le

Pour la ville de Rodez,  
Le Maire,

Pour l'Association Club l'Ambiance,  
Le Président,

Christian TEYSSÉDRE

André RAFFANEL

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX 2026**  
**VILLE DE RODEZ – ASSOCIATION TANGO RUTHENE**

Entre :

**La Ville de Rodez** sise place Eugène Raynaldy, 12000 RODEZ représentée par M. Christian TEYSSERE, Maire, agissant en cette qualité, par décision n° DEC2026-049, en date du \_\_\_\_\_ prise dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2020, rectifiée par délibération en date du 18 décembre 2020 conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, ci-après désignée « la Ville », d'une part,

Et,

**L'ASSOCIATION TANGO RUTHENE** régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est chez M. Marc LABIT – 30 bis avenue des 15 arbres – 12000 RODEZ, représentée par Marc LABIT, en qualité de Président, ci-après désigné « **le bénéficiaire** », d'autre part,

**Il a été convenu ce qui suit, à titre de convention d'occupation précaire et révocable d'un immeuble du domaine public**

**Article 1 - Objet**

La Ville met, à titre précaire et révocable, à la disposition du bénéficiaire qui accepte les locaux : la salle « café associatif » de la Maison de Quartier de Gourgan à Rodez les mardis de 17h00 à 20h00 et la salle « mille club » les mardis de 20h00 à 22h30.

Ces locaux sont destinés à un usage de répétitions et activités associatives qui devront être conformes aux activités de l'association telles qu'elles sont définies dans ses statuts. En conséquence, il s'interdit de l'utiliser pour d'autres fins.

Le bénéficiaire déclare connaître les lieux et qu'il n'est pas nécessaire de les décrire plus. Il les accepte en l'état.

En tout état de cause, le bénéficiaire ne peut invoquer un quelconque droit réel, ni la propriété commerciale telle que prévue par le décret du 30 septembre 1953 compte tenu de l'inapplication de ce texte sur des biens appartenant au domaine public.

**Article 2 - Durée et date d'effet**

La présente mise à disposition est consentie pour l'année 2026.

A l'échéance du terme prévu et sans qu'aucune formalité soit nécessaire, la présente convention cessera de plein droit de produire ses effets sauf accord préalable contraire et exprès des deux parties.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment et sans justifier de motif, moyennant un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, le bénéficiaire ne peut en aucun cas invoquer un droit acquis ou une circonstance de nature à réclamer une indemnisation.

**Article 3 – Engagements de la Ville**

La Ville consent à cette mise à disposition moyennant le paiement, par le bénéficiaire, d'une indemnité d'occupation forfaitaire fixée à 80 € pour l'année 2026 pour 2 créneaux hebdomadaires conformément aux tarifs votés par le conseil municipal

**Article 4 – Aide indirecte de la Ville**

L'aide indirecte de la Ville représente 4 604 €. Elle couvre notamment les charges en eau, chauffage, électricité et taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

**Article 5 - Obligations du bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à régler une indemnité d'occupation de 80 € annuels

Le bénéficiaire s'engage à prévoir toutes mesures de protection et de sécurité nécessaires à la bonne conservation des locaux.

Le bénéficiaire sera seul responsable des accidents, incidents et dommages de toute nature portant atteinte tant aux locaux mis à disposition qu'à l'intégrité physique de toute personne présente dans les locaux.

Par conséquent, le bénéficiaire s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile du fait de l'utilisation de ce local (dommages causés aux matériels utilisés et aux locaux mis à disposition) et de son activité à l'égard des tiers (dommages causés aux personnes fréquentant les locaux et au public) et les risques locatifs.

Seul le bénéficiaire signataire de la présente convention est habilité à utiliser le lieu mis à sa disposition pour l'objet mentionné à l'article 1. En aucun cas, il ne peut sous-traiter ou céder à un tiers, à titre gratuit ou à titre onéreux, le bénéfice de la présente convention.

**Article 6 : Restitution**

Le bénéficiaire devra restituer lesdits locaux libres de tous encombrants et en bon état de propreté et réparation. Les opérations de nettoyage, et le cas échéant, de réparation, sont à la charge du bénéficiaire. En cas de défaillance de celui-ci, la Ville se réserve le droit de facturer les opérations de remises en état ou de nettoyage.

**Article 7 : Réclamation - Litige**

Le tribunal administratif de Toulouse est seul compétent pour connaître les litiges relatifs à la passation ou à l'exécution de la présente convention.

Au préalable, les parties peuvent recourir à une tierce personne de leur choix pour procéder à un arbitrage ou concilier les prétentions de chacune d'elle.

Fait à RODEZ, en deux exemplaires originaux, le

Pour la ville de Rodez,  
Le Maire,

Pour l'Association Tango Ruthène,  
Le Président,

Christian TEYSSÉDRE

Marc LABIT

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX 2026**  
**VILLE DE RODEZ – ECOJARDINS DE LA LABARDIE**

Entre :

**La Ville de Rodez** sise place Eugène Raynaldy, 12000 RODEZ représentée par M. Christian TEYSSERE, Maire, agissant en cette qualité, par décision n° DEC2026-049, en date du \_\_\_\_\_ prise dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2020, rectifiée par délibération en date du 18 décembre 2020 conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, ci-après désignée « la Ville », d'une part,

Et,

**L'ASSOCIATION ECOJARDINS DE LA LABARDIE** régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est au 135 avenue de la Labardie – 12000 RODEZ, représentée par Jean-Marie MAUREL, en qualité de Président, ci-après désigné « **le bénéficiaire** », d'autre part,

**Il a été convenu ce qui suit, à titre de convention d'occupation précaire et révocable d'un immeuble du domaine public**

**Article 1 - Objet**

La Ville met, à titre précaire et révocable, à la disposition du bénéficiaire qui accepte les locaux : la salle « café associatif » de la Maison de Quartier de Gourgan à Rodez pour deux conférences et une assemblée générale.

Ces locaux sont destinés à un usage de répétitions et activités associatives qui devront être conformes aux activités de l'association telles qu'elles sont définies dans ses statuts. En conséquence, il s'interdit de l'utiliser pour d'autres fins.

Le bénéficiaire déclare connaître les lieux et qu'il n'est pas nécessaire de les décrire plus. Il les accepte en l'état.

En tout état de cause, le bénéficiaire ne peut invoquer un quelconque droit réel, ni la propriété commerciale telle que prévue par le décret du 30 septembre 1953 compte tenu de l'inapplication de ce texte sur des biens appartenant au domaine public.

**Article 2 - Durée et date d'effet**

La présente mise à disposition est consentie pour l'année 2026.

A l'échéance du terme prévu et sans qu'aucune formalité soit nécessaire, la présente convention cessera de plein droit de produire ses effets sauf accord préalable contraire et exprès des deux parties.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment et sans justifier de motif, moyennant un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, le bénéficiaire ne peut en aucun cas invoquer un droit acquis ou une circonstance de nature à réclamer une indemnisation.

**Article 3 – Engagements de la Ville**

La Ville consent à cette mise à disposition moyennant le paiement, par le bénéficiaire, d'une indemnité d'occupation forfaitaire fixée à 25 € pour l'année 2026 pour 1 créneau mensuel conformément aux tarifs votés par le conseil municipal

**Article 4 – Aide indirecte de la Ville**

L'aide indirecte de la Ville représente 575 €. Elle couvre notamment les charges en eau, chauffage, électricité et taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

**Article 5 - Obligations du bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à régler une indemnité d'occupation de 25€ annuels.

Le bénéficiaire s'engage à prévoir toutes mesures de protection et de sécurité nécessaires à la bonne conservation des locaux.

Le bénéficiaire sera seul responsable des accidents, incidents et dommages de toute nature portant atteinte tant aux locaux mis à disposition qu'à l'intégrité physique de toute personne présente dans les locaux.

Par conséquent, le bénéficiaire s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile du fait de l'utilisation de ce local (dommages causés aux matériels utilisés et aux locaux mis à disposition) et de son activité à l'égard des tiers (dommages causés aux personnes fréquentant les locaux et au public) et les risques locatifs.

Seul le bénéficiaire signataire de la présente convention est habilité à utiliser le lieu mis à sa disposition pour l'objet mentionné à l'article 1. En aucun cas, il ne peut sous-traiter ou céder à un tiers, à titre gratuit ou à titre onéreux, le bénéfice de la présente convention.

**Article 6 : Restitution**

Le bénéficiaire devra restituer lesdits locaux libres de tous encombrants et en bon état de propreté et réparation. Les opérations de nettoyage, et le cas échéant, de réparation, sont à la charge du bénéficiaire. En cas de défaillance de celui-ci, la Ville se réserve le droit de facturer les opérations de remises en état ou de nettoyage.

**Article 7 : Réclamation - Litige**

Le tribunal administratif de Toulouse est seul compétent pour connaître les litiges relatifs à la passation ou à l'exécution de la présente convention.

Au préalable, les parties peuvent recourir à une tierce personne de leur choix pour procéder à un arbitrage ou concilier les prétentions de chacune d'elle.

Fait à RODEZ, en deux exemplaires originaux, le

Pour la ville de Rodez,  
Le Maire,

Pour l'Association EcoJardins  
de la Labardie,  
Le Président,

Christian TEYSSÉDRE

Jean-Marie MAUREL

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX 2026  
VILLE DE RODEZ – ASAC**

Entre :

**La Ville de Rodez** sise place Eugène Raynaldy, 12000 RODEZ représentée par M. Christian TEYSSERE, Maire, agissant en cette qualité, par décision n° DEC2026-049, en date du \_\_\_\_\_ prise dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2020, rectifiée par délibération en date du 18 décembre 2020 conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, ci-après désignée « la Ville », d'une part,

Et,

**L'ASAC** régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est au 23 rue Béteille – 12000 RODEZ, représentée par Jean-Pierre RECOULES, en qualité de Président, ci-après désigné « **le bénéficiaire** », d'autre part,

**Il a été convenu ce qui suit, à titre de convention d'occupation précaire et révocable d'un immeuble du domaine public**

**Article 1 - Objet**

La Ville met, à titre précaire et révocable, à la disposition du bénéficiaire qui accepte les locaux : la salle « de réunion » de la Maison de Quartier de Gourgan à Rodez pour des réunions d'informations collectives dans le cadre de l'accompagnement vers l'emploi un jeudi par mois.

Ces locaux sont destinés à un usage de répétitions et activités associatives qui devront être conformes aux activités de l'association telles qu'elles sont définies dans ses statuts. En conséquence, il s'interdit de l'utiliser pour d'autres fins.

Le bénéficiaire déclare connaître les lieux et qu'il n'est pas nécessaire de les décrire plus. Il les accepte en l'état.

En tout état de cause, le bénéficiaire ne peut invoquer un quelconque droit réel, ni la propriété commerciale telle que prévue par le décret du 30 septembre 1953 compte tenu de l'inapplication de ce texte sur des biens appartenant au domaine public.

**Article 2 - Durée et date d'effet**

La présente mise à disposition est consentie pour l'année 2026.

A l'échéance du terme prévu et sans qu'aucune formalité soit nécessaire, la présente convention cessera de plein droit de produire ses effets sauf accord préalable contraire et exprès des deux parties.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment et sans justifier de motif, moyennant un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, le bénéficiaire ne peut en aucun cas invoquer un droit acquis ou une circonstance de nature à réclamer une indemnisation.

**Article 3 – Engagements de la Ville**

La Ville consent à cette mise à disposition moyennant le paiement, par le bénéficiaire, d'une indemnité d'occupation forfaitaire fixée à 25 € pour l'année 2026 pour 1 créneau mensuel conformément aux tarifs votés par le conseil municipal

**Article 4 – Aide indirecte de la Ville**

L'aide indirecte de la Ville représente 575 €. Elle couvre notamment les charges en eau, chauffage, électricité et taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

**Article 5 - Obligations du bénéficiaire**

Le bénéficiaire s'engage à régler une indemnité d'occupation de 25€ annuels.

Le bénéficiaire s'engage à prévoir toutes mesures de protection et de sécurité nécessaires à la bonne conservation des locaux.

Le bénéficiaire sera seul responsable des accidents, incidents et dommages de toute nature portant atteinte tant aux locaux mis à disposition qu'à l'intégrité physique de toute personne présente dans les locaux.

Par conséquent, le bénéficiaire s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile du fait de l'utilisation de ce local (dommages causés aux matériels utilisés et aux locaux mis à disposition) et de son activité à l'égard des tiers (dommages causés aux personnes fréquentant les locaux et au public) et les risques locatifs.

Seul le bénéficiaire signataire de la présente convention est habilité à utiliser le lieu mis à sa disposition pour l'objet mentionné à l'article 1. En aucun cas, il ne peut sous-traiter ou céder à un tiers, à titre gratuit ou à titre onéreux, le bénéfice de la présente convention.



**Article 6 : Restitution**

Le bénéficiaire devra restituer lesdits locaux libres de tous encombrants et en bon état de propreté et réparation. Les opérations de nettoyage, et le cas échéant, de réparation, sont à la charge du bénéficiaire. En cas de défaillance de celui-ci, la Ville se réserve le droit de facturer les opérations de remises en état ou de nettoyage.

**Article 7 : Réclamation - Litige**

Le tribunal administratif de Toulouse est seul compétent pour connaître les litiges relatifs à la passation ou à l'exécution de la présente convention.

Au préalable, les parties peuvent recourir à une tierce personne de leur choix pour procéder à un arbitrage ou concilier les prétentions de chacune d'elle.

Fait à RODEZ, en deux exemplaires originaux, le

Pour la ville de Rodez,  
Le Maire,

Pour l'ASAC,  
Le Président,

Christian TEYSSÉDRE

Jean-Pierre RECOULES